

## Premières leçons de Gaza

PAR DOMINIQUE VIDAL  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 13 SEPTEMBRE 2014

Malgré un soutien diplomatique important, Israël n'a clairement pas remporté ses cinquante jours de guerre contre le Hamas. La démonstration ayant été faite qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit, comment avancer vers une paix durable ? Éléments de réponse par le journaliste et historien Dominique Vidal.

Interrogé dans les années 1970 sur l'impact de la Révolution française, le premier ministre chinois Chou En-lai répondit : « *Il est trop tôt pour se prononcer.* » C'est dire qu'il serait *a fortiori* absurde de prétendre dresser déjà un bilan exhaustif de l'offensive israélienne contre Gaza. Plusieurs leçons s'en dégagent néanmoins, qui valent d'être tirées.

Que 75 % des Palestiniens considèrent le Hamas comme le vainqueur de la guerre de cet été n'a rien de surprenant (selon un sondage publié dans le *Times of Israel*). Plus étonnants sont les résultats d'une enquête d'opinion de l'autre côté : 53 % des Israéliens estiment que leur pays l'a perdue. Ce jugement tient évidemment beaucoup à la confusion soigneusement entretenue par le gouvernement de Benjamin Nétanyahou sur le but de l'opération. Vengeance des trois jeunes colons enlevés et assassinés ? Réoccupation de la bande de Gaza et renversement du pouvoir du Hamas ? Destruction des tunnels creusés par ce dernier sous la frontière ? Restauration du « *calme* » ? Démilitarisation de Gaza ? C'est en fonction de l'objectif le plus ambitieux que l'opinion a jugé l'aboutissement du bras de fer estival,

aux dépens du premier ministre qui, plébiscité en juillet, s'est retrouvé fin août en chute libre dans les enquêtes d'opinion.



Ville de Gaza, 13 juillet 2014. © Reuters

Quoi qu'il en soit, ces cinquante jours ne se soldent effectivement pas par une victoire pour Israël. Comme les trois attaques précédentes contre la bande de Gaza depuis le retrait de 2005 (et comme la guerre contre le Liban de 2006), celle-ci démontre une fois encore que l'armée israélienne, malgré sa puissance, ne parvient décidément pas à venir à bout d'une milice, qu'il s'agisse du Hamas ou du Hezbollah. En revanche, le déchaînement de violence – **selon** le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), 2 131 morts dont 1 473 civils parmi lesquels 501 enfants, 18 000 immeubles détruits ou très endommagés, 108 000 personnes sans logis – a porté un nouveau coup à l'image d'Israël dans le monde, déjà très négative. On attend avec intérêt le prochain **sondage mondial** de la BBC : le dernier plaçait Israël, juste devant l'Iran et la Corée du Nord, dans le trio des États dont la politique paraît la plus négative...

L'État juif a pourtant bénéficié d'un soutien diplomatique, explicite ou tacite, sensiblement plus solide que lors des précédentes attaques. Comme à l'ordinaire, la plupart des gouvernements occidentaux se sont alignés sur Tel-Aviv, au nom du « *droit d'Israël à se défendre* ». Mais, fait plus rare, d'importants États émergents en ont fait autant : la Russie, de manière spectaculaire, et, plus discrètement, la Chine et l'Inde. Quant au monde arabe, il s'est divisé, certaines capitales s'opposant ouvertement au Hamas – Égypte et Arabie saoudite en tête. Seuls les pays d'Amérique latine se sont rangés aux côtés des Palestiniens : la plupart ont même rappelé leur ambassadeur en Israël.

Ailleurs, il a fallu l'ampleur des pertes des Gazaouis pour que la « communauté internationale » finisse par dénoncer le « massacre »... Le président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), Roger Cukierman, a d'ailleurs immédiatement **écrit** à François Hollande afin de l'« alerter » sur « l'utilisation des termes "carnage" et "massacre" pour qualifier les opérations de l'armée israélienne à Gaza. Le caractère disproportionné de ces termes, poursuivait-il, a suscité de l'incompréhension et une vive émotion chez les Juifs français ».

Sans doute ce revirement verbal s'explique-t-il aussi par la mobilisation croissante des opinions publiques. De nombreuses capitales ont connu, en plein été, de grandes manifestations de solidarité pour Gaza : ce fut le cas, entre autres, à Londres, Bruxelles, Toronto, Sidney et même New York. Et Paris a vécu quelques-uns de ses défilés de solidarité avec la Palestine les plus massifs de son histoire – la colère s'exprima aussi dans plusieurs dizaines de villes de France. En revanche, le rassemblement de soutien à Israël organisé le 31 juillet par le Crif attira moins de 5 000 personnes (la Région parisienne compte plus de 200 000 Juifs). Certes, les trois quarts des Français (74 %) n'expriment de sympathie pour aucune des deux parties en conflit, mais, pour le reste, deux fois plus se déclarent favorables aux Palestiniens (17 %) que favorables à Israël (9 %), selon un **sondage** réalisé fin août ([1]).

« C'est comme la Nuit de cristal, une Intifada en plein Paris », avait commenté le député centriste Meyer Habib. « Ils vont tuer des juifs. » Car ce sont, expliquait-il, « non pas des centaines, non pas des milliers, mais des dizaines de milliers de personnes [qui] crient "Mort aux Juifs" ». Ce genre de délire a servi de prétexte, en France, à une tentative, rapidement avortée, d'interdiction des initiatives de solidarité avec les Gazaouis. Et pour cause : les faits évoqués étaient imaginaires. L'« attaque » contre la synagogue de la rue de la Roquette, le 13 juillet, n'en était pas une, mais une provocation de la **Ligue de défense juive** (LDJ). Mais **Sarcelles** connu, une

semaine plus tard, un grave dérapage, avec destruction de commerces tenus par des Juifs et jets de cocktails Molotov contre une synagogue...

### Quel enseignement le Hamas en tirera

Encore faut-il analyser ce qui peut entraîner de tels dérapages. Nul doute que les images, des semaines durant, des horreurs infligées à la population gazaouie suscitent une profonde émotion. En outre, en soutenant inconditionnellement Tel-Aviv, le Crif, qu'il le veuille ou non, alimente l'amalgame entre Juifs français et Israéliens. De même, **le tournant pro-israélien pris par le président de la République** et le premier ministre accrédite l'idée d'un « lobby » suffisamment puissant pour infléchir la politique de la France. Autant de facteurs favorables aux odieux **discours antisémites tenus par Dieudonné et autre Soral** comme par certains groupes islamistes. Marginale, cette évolution n'en appelle pas moins des responsables du mouvement de solidarité avec la Palestine une meilleure vigilance : racisme et communautarisme constituent pour ce dernier un véritable poison.

On se demandait ce qui l'emporterait dans l'opinion palestinienne : la fierté pour la résistance du Hamas ou la douleur des deuils et des destructions ? D'autant que, selon les observateurs, rien n'a vraiment changé à Gaza : le blocus est à peine allégé. Pourtant les premiers sondages réalisés après le cessez-le-feu tranchent nettement : non seulement le mouvement islamiste remporterait des élections législatives (par 46 % contre 31 % au Fatah), mais il arriverait aussi en tête d'un scrutin présidentiel, y compris si Ismaïl Haniyeh se voyait opposer Marwan Barghouti. Cette

enquête d'opinion inverse le rapport de force tel qu'il apparaissait dans les sondages antérieurs à l'opération « *Bordure protectrice* ».



La bande de Gaza, début septembre 2014. © Mohammed Salem/Reuters

Tout le problème est de savoir quel enseignement le Hamas en tirera. Respectera-t-il l'accord qui avait permis, le 23 avril, la création d'un gouvernement d'union nationale avec le Fatah et les autres composantes de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ? Et en appliquera-t-il toutes les clauses, y compris le transfert du pouvoir à Gaza à cette nouvelle équipe ? Ou bien préférera-t-il refaire cavalier seul, voire tenter un coup d'État, comme Mahmoud Abbas l'en a accusé ?

De la réponse dépend non seulement le maintien de la crédibilité du président de l'Autorité, mais aussi une possible nouvelle initiative diplomatique palestinienne. Car les États-Unis et aussi bien l'Union européenne avaient accepté de traiter avec le gouvernement d'union, au grand dam d'Israël. Sans doute est-ce même la raison qui avait conduit Tel-Aviv à déclencher cette nouvelle guerre : « *Pour Israël, l'ennemi, c'est la négociation* », observe, à juste titre, le militant anticolonialiste Michel Warschawski.

Paradoxalement, la principale leçon de cette nouvelle guerre est la confirmation que le conflit israélo-palestinien n'a pas de solution militaire. Si elle s'affiche plus nationaliste que jamais, la société israélienne n'est pas prête pour autant à payer le prix, très élevé, qu'impliquerait l'écrasement des Palestiniens. Et ces derniers savent qu'ils n'ont pas les moyens militaires de vaincre Israël. Bref, seul l'établissement d'un État palestinien indépendant dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale peut assurer durablement la sécurité des deux peuples, en asséchant le terreau des radicalisations

de part et d'autre. Mais, pour relancer, au-delà des négociations sur le cessez-le-feu, un (véritable) « *processus de paix* », plusieurs conditions doivent être réunies.

[[lire\_aussi]]

Et la première, c'est l'existence d'un interlocuteur palestinien uni, faute de quoi Israël pourra continuer à jouer à sa guise sur les divisions opposant Fatah et Hamas. La deuxième, c'est la détermination de la communauté internationale (sans guillemets) à imposer le cadre formé par le droit international, quitte à recourir aux sanctions nécessaires pour ce faire. L'expérience des accords d'Oslo montre en effet que rien ne peut sortir du face-à-face entre pot de fer et pot de terre, même « arbitré » par les États-Unis. La troisième, enfin, c'est, sachant la difficulté qu'éprouve l'exécutif américain à exercer des pressions sur Israël, la capacité de l'Europe à poursuivre, sur la lancée de ses « *lignes directrices* », son offensive contre la colonisation.

Car quelque chose commence à faire bouger les lignes autour de **la campagne boycott-désinvestissement-sanction (BDS)**. Le mouvement de solidarité s'est emparé, dans le monde entier, de cette initiative lancée en 2005 par un grand nombre d'ONG palestiniennes. Mais celle-ci a aussi inspiré des démarches bien au-delà des cercles militants : des gouvernements, des fonds de pension, des banques, de grandes entreprises l'ont imitée en boycottant les produits des colonies ou en y désinvestissant. Deux informations récentes l'attestent: l'entreprise Sodastream, « ciblée » par les boycotteurs, envisage de fermer son usine de Cisjordanie ; et les producteurs de viande et de volailles des colonies ont renoncé à exporter leurs marchandises vers l'Europe. Bref, BDS devient une clé dont chacun peut se servir pour peser en faveur de la paix.

## Boite noire

**Dominique Vidal** est journaliste et historien. Il a longtemps collaboré au *Monde diplomatique* et vient de diriger avec Bertrand Badie *Nouvelles Guerres – L'État du monde 2015* (La Découverte, 2014). C'est son premier article pour Mediapart.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.